

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 33.493/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications, le 17 octobre 2001, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux stations de radiocommunication fonctionnant sur des fréquences du service mobile maritime" (n° de rôle 32.381/4), demande complétée, après application de l'article 84bis des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, par une lettre dudit Ministre du 21 mai 2002 (n° de rôle 33.493/4), a donné le 11 décembre 2002 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 33.493/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 17 oktober 2001 door de Minister van Telecommunicatie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de stations voor radioverbinding die werken op frequenties van de mobiele maritieme dienst" (rolnummer 32.381/4), waarbij de adviesaanvraag, waarvoor geen termijn is bepaald, na toepassing van artikel 84bis van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, is aangevuld met een brief van de genoemde Minister van 21 mei 2002 (rolnummer 33.493/4), heeft op 11 december 2002 het volgende advies gegeven :

OBSERVATION PRELIMINAIRE

Comme la section de législation en a fait part à l'auteur du projet, dans le courrier qu'elle lui a adressé le 31 octobre 2001 en application de l'article 84bis des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'arrêté en projet a déjà fait l'objet d'une consultation de la section de législation du Conseil d'Etat, qui a rendu son avis 28.101/4, le 14 avril 1999.

Lorsque la section de législation a donné un avis, elle a épuisé sa compétence; il ne lui appartient plus, dès lors, de se prononcer à nouveau sur les dispositions déjà examinées, qu'elles demeurent inchangées ou qu'elles aient été revues pour tenir compte de ses observations.

En conséquence ne seront examinées que les dispositions nouvelles qui ont été ajoutées au projet initial, à savoir les articles 2, 9, 10, § 1^{er}, 4° à 6° et § 3, 15 à 18 et 20.

La section de législation se doit toutefois également d'examiner si, depuis l'avis 28.101/4, n'ont pas, été édictées, modifiées ou abrogées des normes supérieures, qui affecteraient la validité du projet ou la pertinence des observations précédemment faites, au regard du droit actuellement en vigueur.

A cet égard, l'observation formulée aux articles 1^{er}, 1° et 11, de l'avis 28.101/4, devenus les articles 1^{er}, 1° et 12, du présent projet, doit être actualisée.

En effet, depuis cet avis, a été publié au Moniteur belge du 13 novembre 1999, la loi du 6 décembre 1996 portant assentiment à la Constitution et la Convention de l'Union internationale des Télécommunications et le Protocole facultatif concernant le règlement obligatoire des différends, faits à Genève le 22 décembre 1992. Cette Constitution et cette Convention de l'Union internationale des Télécommunications (ci-après U.I.T.) abrogent et remplacent la précédente Convention, faite à Nairobi le 6 novembre 1982, et à laquelle l'avis 28.101/4 fait référence.

La question de l'application en droit interne des "Règlements administratifs" se pose en des termes quelque peu différents dans ces nouveaux actes internationaux.

.../...

Tout comme de l'article 44 de la Convention de Nairobi, il résulte de l'article 6 de la Constitution de l'U.I.T. que les dispositions de la Constitution, de la Convention et des règlements administratifs ne sont pas self-executing. L'alinéa 2 prévoit en effet que "les membres sont (...) tenus de prendre les mesures nécessaires pour imposer l'observation des dispositions de la présente Constitution, de la Convention et de Règlements administratifs aux exploitations autorisées par eux à établir et à exploiter des télécommunications et qui assurent des services internationaux ou exploitent des stations pouvant causer des brouillages préjudiciables aux services de radiocommunications d'autres pays".

A l'instar de l'article 42 de la Convention de Nairobi, l'article 54 de la Constitution de l'U.I.T. prévoit que la ratification de la Constitution et de la Convention impliquent l'acceptation des Règlements administratifs en vigueur au moment de cette ratification.

En ce qui concerne les révisions ultérieures des Règlements administratifs, la Constitution de l'U.I.T. innove. Elle prévoit que ces révisions "s'appliquent provisoirement à l'égard de tous les membres ayant signé ces révisions dans la mesure autorisée par leur droit national. Cette application provisoire prend effet à la date ou aux dates qui y sont mentionnées, compte tenu des réserves éventuelles qui ont été faites lors de la signature de ces révisions."

Cette application provisoire se poursuit jusqu'à ce que le membre ait notifié son consentement ou jusqu'à l'expiration d'un délai de soixante jours après réception d'une notification d'un refus de consentement. Si le secrétaire général de l'U.I.T. n'a reçu aucune notification dans un délai de trente-six mois d'un membre ayant signé la révision, il est considéré comme ayant consenti à cette révision.

Ni la Convention, ni la Constitution de l'U.I.T. ne prévoient toutefois expressément de modalités particulières de publication de ces Règlements.

Il en résulte, sur le plan du droit interne, qu'il n'est plus nécessaire que les Chambres donnent leur assentiment aux Règlements administratifs ou à leur révision pour que ceux-ci puissent produire leurs effets. L'assentiment à la Constitution et à la

.../...

Convention emporte celui aux Règlements administratifs et vaut comme assentiment anticipé aux modifications ultérieures de ceux-ci. Il n'emporte toutefois pas dérogation à l'obligation, qui résulte de l'article 190 de la Constitution et de l'article 8 de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, de publier au Moniteur belge ces Règlements pour qu'ils produisent leurs effets en droit interne.

L'article 190 de la Constitution réserve à la loi la compétence de déterminer les formes dans lesquelles doivent être publiés les lois et règlements pour être obligatoires. Selon la Cour de cassation, cette disposition constitutionnelle s'applique par analogie aux actes internationaux. Elle a en effet déclaré les traités inopposables aux particuliers tant qu'ils n'ont pas été publiés intégralement au Moniteur belge ⁽¹⁾. Il en résulte que l'arrêté en projet ne peut, comme le fait pourtant l'article 1^{er}, 1°, faire référence à une publication de ces Règlements administratifs qui serait l'oeuvre du secrétaire général de l'U.I.T.

L'absence de publication au Moniteur belge n'aurait pas soulevé d'objections si la Convention ou la Constitution de l'U.I.T. auxquelles la loi a donné assentiment et qui ont été publiées au Moniteur belge, avaient elle-mêmes prévu les formes dans lesquelles ces Règlements administratifs devaient être publiés ⁽²⁾.

En conséquence, l'auteur du projet devra veiller à publier au Moniteur belge les dispositions des Règlements des radiocommunications dont il entend imposer le respect par les destinataires du projet.

⁽¹⁾ Cass., 11 décembre 1953, Pas., 1954, I, p. 298, 19 mars 1981, J.T. 1982, p. 586, note J. Verhoeven, 25 novembre 1993, J.L.M.B., 1994, p. 218.

⁽²⁾ Les règles édictées par les organes d'institutions internationales peuvent en effet être rendues obligatoires en droit interne du fait de leur publication dans le bulletin ou le journal officiel édité par ces institutions, par l'effet des clauses contenues dans les traités y relatifs (B. Haubert et C. Debroux, L'application du droit international par le juge administratif, A.P.T., 1998, p. 95).

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Préambule

Le fondement légal de l'article 18, alinéas 2 à 6, du projet est l'article 12 de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications. Il y a lieu de mentionner cette disposition à l'alinéa 1^{er} du préambule.

Dispositif

Article 9

Mieux vaudrait compléter cette disposition par les mots :

"ou dont l'utilisation est interdite en vertu de l'article 94 de la même loi."

Article 10 , § 3

La délégation donnée au ministre par l'alinéa 1^{er} est déjà contenue dans l'article 3, § 3, première phrase, de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications, qui prévoit que "le ministre fixe les obligations des titulaires d'une autorisation ainsi que les conditions auxquelles doivent satisfaire les stations et réseaux de radiocommunication autorisés".

L'alinéa 1^{er} sera dès lors omis.

Article 15

Dans la phrase introductive de l'alinéa 2, il est plus correct d'écrire "selon que la valeur atteint ou non cinq cent millièmes".

.../...

De même, au 1° du même alinéa, il y a lieu d'écrire "à l'euro supérieur ou inférieur selon que la valeur atteint ou non cinquante cents" puisqu'au départ, le montant est fixé à 45 euros.

Enfin, au 2° du même texte, le Conseil d'Etat s'interroge sur la règle de l'arrondi à un "multiple de douze cents" alors que la valeur de la redevance annuelle est fixée au départ à 65 euros.

Article 18

A l'alinéa 1^{er}, il y a lieu, dans le texte français, de remplacer le mot "annexe" par le mot "avenant" ⁽³⁾.

La rédaction du texte français de l'alinéa 2 laisse à désirer. Il y a lieu d'écrire "les frais de modification de ses appareils émetteurs ou récepteurs occasionnés par cette modification de fréquence" au lieu de "les coûts engendrés par cette modification de fréquence dû à la modification de ses appareils émetteurs ou récepteurs".

Par ailleurs, l'article 12 de la loi du 30 juillet 1979 précitée, qui constitue le fondement légal de l'article 18, alinéas 2 à 6, du présent projet, prévoit que "le Roi détermine les conditions dans lesquelles le titulaire d'une autorisation est indemnisé de ses frais lorsqu'une modification technique de ses appareils émetteurs ou récepteurs de radiocommunication lui est imposée pour des raisons d'intérêt public".

Si cette disposition légale permet au Roi de fixer les conditions dans lesquelles le titulaire d'une autorisation est indemnisé de ses frais, elle ne l'habilite pas à ne l'indemniser que partiellement.

Par conséquent, à l'alinéa 2, les mots "une indemnité totale ou partielle par écrit pour" seront remplacés par "être indemnisés de".

⁽³⁾ Voy. l'article 19, alinéa 2, de l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées, dont s'est visiblement inspiré l'auteur du projet.

Quant à l'alinéa 5, il est superflu : il découle déjà à suffisance de la loi et de l'alinéa 2 que seuls les frais occasionnés par ou "inhérents à" (les deux mots sont en l'espèce synonymes) la modification de fréquence peuvent justifier une indemnisation.

Observations de forme relatives au texte néerlandais des nouveaux articles

Le texte néerlandais des nouveaux articles est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple quelques propositions de texte sont faites ci-après :

- à l' article 10, § 1^{er}, 5°, les mots "voorzien in" devraient être remplacés par les mots "bepaald in";
- la phrase introductive de l'article 16 devrait être rédigée comme suit : "Van het jaarlijkse recht zijn vrijgesteld, ... (la suite comme dans le projet)";
- à l'article 17, alinéas 2 et 3, le mot "Zij" (ou "zij") devrait être remplacé par le mot "Het" (ou "het");
- au troisième alinéa de cet article 17, les mots "schikt zij zich naar de voorschriften van" devraient être remplacés par les mots "komt het de voorschriften na van";
- à l'article 20, alinéa 1^{er}, seconde phrase, le mot "Deze" devrait être remplacé par les mots "Het Instituut"; en outre, on écrira "onderzoek" au lieu de "opzoeking";
- à l'alinéa 3 de l'article 20 les mots "die welke zich juist opdringen" devraient être remplacés par les mots "die welke net noodzakelijk zijn";
- au dernier alinéa de cet article, il faudrait écrire "met toepassing van" au lieu de "bij toepassing van".

VOORAFGAANDE OPMERKING

Zoals de afdeling Wetgeving de steller van het ontwerp heeft meegedeeld in de brief die ze op 31 oktober 2001 aan hem heeft gericht met toepassing van artikel 84bis van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, is het ontworpen besluit reeds ter fine van advies voorgelegd aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State, die op 14 april 1999 advies 28.101/4 heeft uitgebracht.

Wanneer de afdeling Wetgeving een advies heeft gegeven, heeft ze haar bevoegdheid opgebruikt; het komt haar derhalve niet meer toe om zich opnieuw uit te spreken over reeds onderzochte bepalingen, ongeacht of deze ongewijzigd zijn gebleven dan wel herzien zijn teneinde rekening te houden met haar opmerkingen.

Bijgevolg zal alleen een onderzoek worden gewijd aan de nieuwe bepalingen die aan het oorspronkelijk ontwerp zijn toegevoegd, namelijk de artikelen 2, 9, 10, § 1, 4° tot 6°, en § 3, 15 tot 18 en 20.

De afdeling Wetgeving ziet zich evenwel genoodzaakt om eveneens na te gaan of er sedert advies 28.101/4 geen hogere rechtsregels uitgevaardigd, gewijzigd of opgeheven zijn die een weerslag zouden kunnen hebben op de geldigheid van het ontwerp of op de relevantie van de opmerkingen die vroeger zijn gemaakt, in het licht van het thans geldende recht.

In dit verband dient de opmerking die in advies 28.101/4 gemaakt is over de artikelen 1, onderdeel 1°, en 11, die de artikelen 1, 1°, en 12 van het onderhavige ontwerp zijn geworden, te worden bijgewerkt.

Sedert dat advies is immers de wet van 6 december 1996 houdende instemming met de Stichtingsakte en Overeenkomst van de Internationale Unie betreffende Televerbindingen en het Facultatief Protocol inzake de verplichte beslechting van geschillen, opgemaakt te Genève op 22 december 1992, in het Belgisch Staatsblad van 13 november 1999 bekendgemaakt. Die Stichtingsakte en die Overeenkomst van de Internationale Unie betreffende Televerbindingen (hierna te noemen IUT) houden de opheffing en vervanging in van het voorgaande Verdrag, gedaan te Nairobi op 6 november 1982, waarnaar in advies 28.101/4 wordt verwezen.

Wat die nieuwe internationale akten aangaat, rijzen er omtrent de toepasselijkheid in intern recht van de "administratieve Reglementen" enigszins andere vragen.

Net als uit artikel 44 van het Verdrag van Nairobi, blijkt uit artikel 6 van de Stichtingsakte van de IUT dat de bepalingen van de Stichtingsakte, van de Overeenkomst en van de administratieve reglementen niet self-executing zijn. In de tweede alinea wordt immers bepaald dat "de leden de nodige maatregelen (moeten) nemen om de inachtneming van de bepalingen van deze Stichtingsakte, van de Overeenkomst en van de administratieve Reglementen op te leggen aan de exploitaties, die door hen gemachtigd zijn om telecommunicatievoorzieningen aan te leggen en te exploiteren en die internationale diensten verzekeren of stations exploiteren die hinderlijke storingen kunnen veroorzaken in de radiocommunicatiediensten van andere landen".

Naar het voorbeeld van artikel 42 van het Verdrag van Nairobi, bepaalt artikel 54 van de Stichtingsakte van de IUT dat de bekrachtiging van de Stichtingsakte en van de Overeenkomst het aanvaarden impliceert van de administratieve Reglementen die gelden op het tijdstip van die bekrachtiging.

Wat latere herzieningen van de administratieve Reglementen betreft, houdt de Stichtingsakte van de IUT een innovatie in. Ze bepaalt dat die herzieningen "voorlopig van toepassing (zijn) voor al de leden die deze herzieningen hebben ondertekend, maar met inachtneming van hun nationaal recht. Die voorlopige toepassing heeft uitwerking op de datum of op de data die erin worden vermeld, rekening houdend met het gebeurlijk voorbehoud, gemaakt bij de ondertekening van die herzieningen."

Die voorlopige toepassing loopt totdat het lid kennis heeft gegeven van zijn instemming of tot het verstrijken van een termijn van zestig dagen na de ontvangst van de kennisgeving van een weigering van instemming. Indien de secretaris-generaal van de IUT binnen een termijn van zesendertig maanden geen kennisgeving ontvangt van een lid dat de herziening heeft ondertekend, wordt dat lid geacht met die herziening te hebben ingestemd.

Noch de Overeenkomst, noch de Stichtingsakte van de IUT bevatten evenwel uitdrukkelijk bijzondere bepalingen betreffende de bekendmaking van die Reglementen.

Op het stuk van het intern recht volgt daaruit dat het niet langer nodig is dat de Kamers met administratieve Reglementen of de herziening ervan instemmen voordat die gevolg kunnen hebben. Instemming met de Stichtingsakte en de Overeenkomst impliceert instemming met de administratieve Reglementen en geldt als vervroegde instemming met latere wijzigingen ervan. Zulks houdt evenwel geen vrijstelling in van de verplichting die voortvloeit uit artikel 190 van de Grondwet en uit artikel 8 van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen, om die Reglementen in het Belgisch Staatsblad bekend te maken opdat ze in het intern recht gevolg hebben.

Krachtens artikel 190 van de Grondwet is alleen de wetgever bevoegd om te bepalen in welke vorm wetten en verordeningen bekendgemaakt moeten worden willen ze verbindend zijn. Volgens het Hof van Cassatie is die bepaling van de Grondwet van overeenkomstige toepassing op internationale akten. Het Hof van Cassatie heeft immers geoordeeld dat Verdragen niet aan particulieren kunnen worden tegengeworpen zolang ze niet integraal in het Belgisch Staatsblad zijn bekendgemaakt ⁽⁴⁾. Daaruit volgt dat in het ontworpen besluit niet mag worden verwezen naar het publiceren van die administratieve Reglementen, dat het werk zou zijn van de secretaris-generaal van de IUT, hetgeen nochtans geschiedt in artikel 1, 1°.

Dat de administratieve Reglementen niet in het Belgisch Staatsblad worden bekendgemaakt, zou geen bezwaar hebben opgeleverd indien de Stichtingsakte en de Overeenkomst van de IUT, waarmee bij de wet is ingestemd en die in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt zijn, zelf zouden hebben bepaald in welke vorm die administratieve Reglementen moeten worden bekendgemaakt ⁽⁵⁾.

⁽⁴⁾ Cassatie, arrest d.d. 11 december 1953, in Arr. Verbr. 1954, blz. 252-253; arrest d.d. 19 maart 1981, in Arr. Cass., 1980-81, 2, blz. 808 e.v., zie ook JT 1982, blz. 586, noot J. Verhoeven, en arrest d.d. 25 november 1993, in Arr. Cass., 1993, 2, blz. 986 e.v.

⁽⁵⁾ De regels uitgevaardigd door de organen van internationale instellingen kunnen in het interne recht immers verbindend worden gemaakt door bekendmaking ervan in het officiële bericht of publicatieblad dat door die instellingen wordt uitgegeven, door de uitwerking van bepalingen uit de verdragen die daarop betrekking hebben. Zie in dit verband B. Haubert en C. Debroux, *L'application du droit international par le juge administratif*, APT, 1998, blz. 95.

Bijgevolg dient de steller van het ontwerp ervoor te zorgen dat in het Belgisch Staatsblad de bepalingen worden bekendgemaakt van de Radioreglementen die hij door de adressaten van het ontwerp nageleefd wil zien.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Aanhef

De rechtsgrond van artikel 18, tweede tot zesde lid, van het ontwerp is artikel 12 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving. Die bepaling dient te worden vermeld in het eerste lid van de aanhef.

Dispositief

Artikel 9

Deze bepaling zou als volgt moeten worden aangevuld :

"of waarvan het gebruik verboden is krachtens artikel 94 van dezelfde wet.".

Artikel 10, § 3

De bevoegdheid die in het eerste lid aan de minister wordt opgedragen, is reeds vervat in artikel 3, § 3, eerste zin, van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving, welke zin als volgt luidt : "De Minister bepaalt de verplichtingen van de houders van een vergunning en de voorwaarden waaraan de toegelaten stations en netten voor radioverbinding moeten voldoen".

Het eerste lid behoort bijgevolg te vervallen.

Artikel 15

In de inleidende zin van het tweede lid zou het correcter zijn te schrijven :
"naargelang de waarde al dan niet vijf honderdduizendste bedraagt."

Zo ook zou in onderdeel 1° van hetzelfde lid geschreven moeten worden :
"tot de hogere of lagere euro naargelang de waarde al dan niet vijftig eurocent bedraagt",
aangezien het recht in het begin 45 euro is.

Wat ten slotte onderdeel 2° van dezelfde tekst betreft, heeft de Raad van State vragen bij de regel van de afronding tot een "veelvoud van twaalfhonderd", terwijl de waarde van het jaarlijkse recht in het begin 65 euro is.

Artikel 18

In de Franse tekst van het eerste lid dient het woord "annexe" te worden vervangen door het woord "avenant" ⁽⁶⁾.

De Franse tekst van het tweede lid laat te wensen over. Er behoort te worden geschreven "les frais de modification de ses appareils émetteurs ou récepteurs occasionnés par cette modification de fréquence" in plaats van "les coûts engendrés par cette modification de fréquence dû à la modification de ses appareils émetteurs ou récepteurs".

Artikel 12 van de voormelde wet van 30 juli 1979, dat de rechtsgrond vormt van artikel 18, tweede tot zesde lid, van het onderhavige ontwerp, luidt overigens als volgt : "De Koning bepaalt onder welke voorwaarden de houder van een vergunning voor zijn kosten wordt vergoed wanneer hem, om redenen van openbaar belang, een technische wijziging van zijn zend- of ontvangtoestel voor radioverbinding opgelegd wordt".

⁽⁶⁾ Zie artikel 19, tweede lid, van het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen, waarop de steller van het ontwerp duidelijk heeft gesteund.

Deze wetsbepaling stelt de Koning weliswaar in staat om te bepalen onder welke voorwaarden de houder van een vergunning voor zijn kosten wordt vergoed, maar ze machtigt Hem niet de betrokkene slechts gedeeltelijk schadeloos te stellen.

Bijgevolg dienen in het tweede lid de woorden "schriftelijk een gehele of gedeeltelijke schadeloosstelling aanvragen" vervangen te worden door de woorden "een schadeloosstelling aanvragen".

Het vijfde lid is overbodig : uit de wet en het tweede lid blijkt reeds voldoende dat schadeloosstelling alleen mogelijk is voor de kosten veroorzaakt door of "inherent aan" (beide uitdrukkingen zijn in casu synoniem) de wijziging van de frequentie.

Vormopmerkingen betreffende de Nederlandse tekst van de nieuwe artikelen

De Nederlandse tekst van de nieuwe artikelen is voor verbetering vatbaar. Hierna worden bij wijze van voorbeeld enkele tekstvoorstellen gedaan :

- in artikel 10, § 1, 5°, dienen de woorden "voorzien in" te worden vervangen door de woorden "bepaald in";
- in de inleidende zin van artikel 16 behoort te worden geschreven : "Van het jaarlijkse recht zijn vrijgesteld, ... (voorts als in het ontwerp)";
- in artikel 17, tweede en derde lid, dient naar "het Instituut" te worden verwezen door gebruik te maken van het woord "het";
- in het derde lid van datzelfde artikel 17 dienen de woorden "schikt zij zich naar de voorschriften van" te worden vervangen door de woorden "komt het de voorschriften na van";
- in artikel 20, eerste lid, tweede zin, dient het woord "Deze" te worden vervangen door de woorden "Het Instituut"; voorts schrijve men "onderzoek" in plaats van "opzoeking";

.../...

- in het derde lid van datzelfde artikel dienen de woorden "die welke zich juist opdringen" te worden vervangen door de woorden "die welke net noodzakelijk zijn";
- in het laatste lid van datzelfde artikel schrijve men "met toepassing van" in plaats van "bij toepassing van";
- in het laatste lid van datzelfde artikel schrijve men "met toepassing van" in plaats van "bij toepassing van".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame M.-L. WILLOT-THOMAS,
Mevrouw

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs P. LIÉNARDY,
de Heren P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPÉRÉE,
F. DEHOUSSE,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame C. GIGOT,
Mevrouw

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX,
auditeur. La note du Bureau de coordination a été
rédigée par Mme A.-F. BOLLY, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht door de
H. L. DETROUX, auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd opgesteld door
Mevr. A.-F. BOLLY, referendaris.

La concordance entre la version française et la
version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de
M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht
van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS